



# International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB)

*Janvier 2006*

*Colloque de Comptabilité nationale*

*ACN*

*Philippe Adhémar – Président IPSAS*

*Board*

## *Presentation*

- Bref rappel de l' IPSASB
- L'état actuel du programme sur les normes comptables pour le secteur public
- Les développements en cours et futurs.

# *IFAC*

- IFAC – 163 membres 119 pays
- Ses divers comités :
  - International Audit and Assurance Standards Board (IAASB)
  - **International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB)**
  - Education and Ethics Committees
  - Developing Nations Permanent Task Force
  - Professional Accountants in Business (PAIB)

# *International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB)*

- Public Sector Committee (PSC) établi en 1986, reconstitué comme IPSASB en Nov 2004
- IPSASB son mandat: produire des normes IPSAS
- IPSASB ses membres

En 2005, 15 members

En 2006, (+3) membres “publics”

## ***IPSASB***

- **IPSASB Les Membres en 2005**

France (Présidence), UK, Australie, Argentine, Canada, Allemagne, Inde, Israel, Japon, Malaisie, Mexique, Nelle Zelande, Norvège, Afrique du Sud, USA

- **IPSASB Les Observateurs**

BAD, UE, IASB, FMI, INTOSAI, OCDE, Banque Mondiale, Nations Unies, UNDP

## *L'objectif*

- Un programme de normes établi fin 1996
- Le financement: BAD, IFAC, FMI, UNDP, Banque Mondiale
- Objectif: renforcer la gouvernance, aider à la nécessité de rendre compte et à la transparence, proposer un cadre de reporting complet and adapté dans le cadre des états financiers.
- Donner à l'auditeur un cadre de référence.

## *L'approche de l'IPSASB*

- Promouvoir l'adoption d'une comptabilité de droits constatés
- Reconnaître l'usage répandu de la base caisse
- Apporter une aide à la transition vers les droits constatés.

## *Le programme de travail de l'IPSASB*

- 3 priorités:
  - 1 – Les sujets spécifiques au secteur public
  - 2 – Continuer la convergence avec les IFRS quand nécessaire
  - 3 – Assurer la convergence avec les bases statistiques quand cela est possible et notamment avec la comptabilité nationale. Le groupe de travail conjoint.



## *Un “Due Process” Transparent*

- Exposés sondage : au moins 4 mois pour les commentaires
- Les travaux sont publics et les documents disponibles sur le Web.
- Des Groupes de travail
- Des Panels (PAP) Un Groupe Consultatif
- Des séminaires régionaux

## *Les travaux déjà réalisés*

- 21 normes IPSASs en droits constatés
- Une large norme de caisse
- Des études et recherches.

*Des normes en cours d'élaboration pour lesquels des exposés sondages sont proposés.*

- ED 24-Cash Basis: Disclosure Requirements for Recipients of External Assistance
- ED 25-Proposed Amendment to the Preface to IPSASs
- ED 26- Improvements to International Public Sector Accounting Standards
- ED 27- Presentation of Budget Information in Financial Statements
- ED 28-Disclosure of Financial Information About the General Government Sector

## *Tout est public et disponible sur le site Web*

- Toutes les normes IPSAS
  - (y compris dans leur version française et espagnole)
- Tous les exposés sondage en cours
- Les Nouvelles périodiques après chaque réunion
- Les documents de travail pour les réunions de l'IPSASB.
- Accès gratuit à [WWW.IPSASB.ORG](http://WWW.IPSASB.ORG)

## *Parmi les projets*

### *ED 24 Information sur l'aide extérieure*

- Projet encouragé par l'OCDE et les banques de développement multilatérales pour harmoniser le reporting et réduire les coûts
- ED 24: base caisse – publié en février 2005
- Les questions :
- Les exigences d'information sont elles trop lourdes?
- Les donateurs d'aide vont-ils fournir l'information ?
- **Pour avancer : profiter d'un test sur le terrain**

## *Première priorité*

### *ED 27 Le lien avec le budget*

- Necessaire pour assurer une vraie transparence
- Reprendre le budget initial
- Donner l'information sur l'exécution budgétaire.
- Publié en octobre 2005 . Commentaires d'ici février 2006.

*Première priorité*  
*Les revenus autres que d'échange*  
*(impôts , transferts)*

- Un exposé sondage en cours.
  - Adoption d'une approche actifs /passifs
  - Définition des conditions ou restrictions :  
un passif ?

*Une des priorités essentielles:  
les obligations de politique sociale des  
Etats et entités publiques et le traitement  
des retraites*



## *Sérier les sujets au moins pour l'analyse*

- Les obligations de politique sociale—  
Développer un ED séparé hors pensions
- Considérer le sujet retraites en 2006
- Considérer à part les retraites des fonctionnaires à partir d'un projet sur l'applicabilité ou non au secteur public de la norme IAS 19 du secteur privé (Avantages au personnel).

## *Un stade encore très exploratoire*

- Pour les obligations de politique sociale autres que les retraites : ne reconnaître un passif que si tous les critères sont remplis ?
- Pour les retraites des fonctionnaires , voir la norme entreprises et plutôt une obligation au passif ?
- Pour les responsabilités de l'Etat au titre du régime général de retraites : une difficulté d'appréhension compte tenu des grandes différences entre pays.

## *Exposure Drafts (ED) publiés en 2005*

- ED 24, “Financial Reporting Under the Cash Basis of Accounting – Disclosure Requirements for Recipients of External Assistance”
- ED 25 “Proposed Amendment to the Preface to IPSASs
- ED 26 “Improvements to International Public Sector Accounting Standards
- ED 27 “Presentation of Budget Information in Financial Statements”
- ED 28 “Disclosure of Financial Information About the General Government Sector”